

Mais qui sont nos élu(e)s Verts ?

Béatrice Janiaud

est élue depuis 2004 à la Région, elle habite Grenoble et est également enseignante et chercheuse.



Quelle est la Place des écologistes aujourd'hui au conseil régional ?

Actuellement, 20 des 157 élus à la région sont des élu(e)s Vert(e)s. En 2004, lors des dernières élections régionales, ce parti a obtenu plus de 10 % au premier tour (les élections des conseillers régionaux se font en deux tours et à la proportionnelle). **Un contrat de mandature avec le Parti Socialiste avait été rédigé trois mois auparavant.** Les deux partis s'étaient accordés sur huit axes : le développement des réseaux TER (Transport Express Régional), le développement de la démocratie participative, la construction d'une écorégion, l'absence de culture OGM, la requalification des lycées... Nos points de désaccord étaient

aussi clairement notifiés : l'énergie nucléaire et l'autoroute A45 (StEtienne/Lyon).

Comment s'est déroulé le mandat actuel ?

Bien. Le Président, Jean-Jack Queyranne, sait faire travailler les gens ensemble. Etre élu(e) Vert(e) à la région ne signifie pas qu'on ne s'intéresse qu'à nos sujets de prédilection. On suit plusieurs projets, on représente la région dans les instances locales. Par exemple, moi, je participe au contrat d'agglomération qui gère les projets portés conjointement par la Métro et la Région. C'est assez compliqué car il y a des projets que nous défendons (le développement de l'Economie Sociale et Solidaire, de MétroVélo, le plan climat à venir...) et d'autres sur lesquels nous avons des désaccords (le stade des Alpes, les nanotechnologies...).

Avec les nouveaux positionnements de la région, il y a des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord : le soutien de la candidature de la ville d'Annecy au JO et l'implantation d'un Center Parc à Roybon. Nous pensons qu'il y a mieux à faire en terme de projets face au problème actuel du réchauffement climatique.

En tant qu'élue Verte, quelles sont les difficultés particulières que vous rencontrez ?

Quand on apporte des idées nouvelles ou des manières de voir différentes, il faut se battre pour les faire comprendre. Par exemple, la

mise en place du label « lycée écoresponsable » (cf. p. 7, 8, 9) : au début, nous étions très peu à défendre ce projet. Aujourd'hui, il est largement porté par la région. **Nous avons du mal à valoriser nos actions, elles se retrouvent bien souvent noyées dans la masse des diverses réalisations régionales et la communication officielle.**

Et comment envisagez-vous le prochain mandat ?

Actuellement, nous préparons le budget de l'année : qu'est-ce qu'on veut arrêter de financer ? Comment infléchir le budget pour pallier au mieux les crises ? Nous luttons contre un développement déséquilibré du territoire. Nous préparons aussi les futures élections régionales de mars 2010 : le bilan de ce que l'on a pu et pas pu réaliser, le programme co-élaboré avec les militants et sympathisants. Nous avons déjà commencé à travailler sur 8 thèmes : aménagement du territoire et transports ; agriculture ; environnement/santé et biodiversité ; énergie ; économie, tourisme et ESS ; politique internationale ; politique de la ville et Logement ; formations ; culture. Dans la lignée d'Europe Ecologie, un appel vers les associations et syndicats avec qui nous travaillons depuis longtemps sera prochainement lancé.

ABJ

<http://www.rhonealpes.fr/257-groupe-les-verts.htm>

Olivier Bertrand

est conseiller municipal de l'opposition à Grenoble et élu du Canton 1 de Grenoble au conseil général depuis 2004.



Quelle est la place des écologistes aujourd'hui au conseil Général ?

D'abord il faut préciser que le département de l'Isère est un peu une exception en France puisque c'est le seul où existe un groupe Vert. **Cette présence est d'ailleurs une preuve de l'intérêt des Isérois pour l'écologie.** Pour autant, nous sommes peu nombreux. Au conseil général, en tant qu'élus Verts, nous ne voulons pas nous limiter à nos seules délégations mais exprimer notre point de vue d'écologistes dans toutes les politiques, qu'elles soient culturelles, économiques ou

dans le domaine des transports. Les Verts ont un point de vue sur tous les sujets de la société.

Comment se déroule le mandat actuel ?

Les élus Verts sont associés à la majorité de gauche même si nous avons plusieurs points de divergences. En matière de politique sociale, de transports collectifs... nous nous accordons avec les projets des socialistes. **Mais il y a un gros dossier qui depuis quelques années nuit à notre union et nous empêche d'entretenir des relations sereines : c'est évidemment la rocade Nord.** Ce projet est une sorte de ligne rouge. Si un jour il se réalise, nous ne pourrons plus travailler de concert avec l'actuelle majorité du conseil Général. La rocade est un projet phare du département qui s'inscrit au cœur de ses choix politiques, notamment en termes financiers. Pour nous, élus Verts, ce projet est emblématique de l'incapacité de l'actuelle majorité à identifier les vrais enjeux et notamment l'urgence écologique. Avec ce projet, le conseil général est en décalage avec les efforts qui sont faits au niveau national, comme au niveau mondial, pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. La conférence de Copenhague qui va se dérouler dans quelques mois illustre bien cette prise de conscience mondiale qu'il

faut agir fortement et dès maintenant.

En tant qu'élue Verte, quelles sont les difficultés particulières que vous rencontrez ?

La rocade Nord est un exemple assez probant. De manière plus générale, je dirais que l'enjeu pour les Verts est de parvenir à faire comprendre aux autres mouvements politiques que l'écologie n'est pas un gadget ou un instrument marketing mais une vraie nécessité qui doit être placée au cœur des politiques.

Et comment envisagez-vous le prochain mandat ?

Les prochaines élections pour les postes de conseillers généraux auront lieu en 2011... Mais la réforme des collectivités va sûrement chambouler complètement le paysage politique local en 2014. Difficile donc de se projeter sur un mandat à venir. **Ce qu'on peut dire, c'est que d'abord les Français en général, et les Isérois en particulier, ont pris conscience de l'intérêt d'avoir des élus Verts dans leurs collectivités locales** et que de plus en plus de candidats ou d'élus partagent les préoccupations et les convictions des Verts. Au vue de ces deux évolutions et du succès d'Europe écologie aux dernières élections, je suis plutôt confiant sur la suite des événements.

Anne-Laurence Mazenq

<http://www.lesverts38.org>

Gilles Kuntz

est élu à Grenoble depuis 2001 sur la liste ADES (Association Démocratie Ecologie Solidarité)-Verts-Alternatifs, il vient d'être nommé conseiller à la Métro. Il est, d'autre part, maître de conférence en informatique à l'université Joseph Fourier.



Quelle est la place des écologistes aujourd'hui à la mairie de Grenoble ?

Depuis les dernières élections, nous sommes passés dans l'opposition. Je fais partie des six élus de la liste « écologie solidarité en actes ».

Quels sont vos points de désaccord avec la majorité actuelle ?

Nombreux, à coup sûr ! Sans tous les citer, nous nous battons contre les projets de prestige (candidature aux JO, Grand Stade, Crolles 2 et maintenant Nano 2012...). Nous trouvons également que la politique d'augmentation des impôts n'a rien à voir avec une politique de gauche (la taxe foncière est bien trop élevée à Grenoble). Il en est de même quand la ville aide financièrement des sociétés privées ou des grands groupes, qui « dégraissent » par ailleurs. On ne peut pas distribuer les deniers publics sans exiger des comptes ! Quant au bilan carbone de Grenoble, il n'est pas satisfaisant : les actions pour réduire la pollution en agissant sur l'isolation (qui n'a rien à voir avec le ravalement des façades !) sont bien trop timides.

Et puis il existe des problèmes de déplacement. On nous dit que la rocade Nord va supprimer les bouchons alors que des études prouvent que c'est une illusion. **On oublie même de signaler que dans certains quartiers de Grenoble, ce sont près de 40 % des foyers qui n'ont pas de voitures...** Bien évidemment, nos concitoyens sont souvent victimes d'une propagande qui leur masque les vraies questions. Ce projet, personne ne peut dire son coût (le maire refuse de donner le montant). Et ce n'est pas le privé qui va payer : où sont les sommes d'argent que devait apporter le privé pour la candidature aux JO, par exemple ? Et que dire du grand stade ? On trouve que dépenser quinze millions pour des écoles c'est trop cher et l'on oublie que le stade représente quatre vingt millions d'euros... tout cela, pour une trentaine de soirées de match de foot et quelques concerts par an ! Il faut savoir que le stade est loué peu cher à une organisation privée, le GF 38.

Vous n'êtes pas un peu des empêcheurs de tourner en rond ?

On peut croire cela, mais que faisons-nous, sinon de s'emparer du débat public et de refuser que les délibérations soient votées par paquets, sans que personne ne pose de questions ? Nous pensons que de très nombreux habitants apprécient et attendent de nous que nous ayons ce rôle de vigie quant à la démocratie locale. Les habitants seraient surpris si nous avions su valoriser tout le travail que nous avons accompli à ce jour.

Depuis cet été, vous êtes également représentant de l'opposition à la Métro !

Ca ne s'est pas fait tout seul, la majorité ne voulait pas que nous entrions à la Métro à cause de notre opposition à la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères). C'est une taxe que tous les foyers paient alors qu'avant, les plus pauvres ne la payaient pas. Pour nous c'est une taxe injuste. Je serai donc un des seuls élus à tenir un discours différent ! Il faut savoir que le débat à la Métro est inexistant. Il est arrivé que des séances se déroulent avec un micro en panne et personne ne s'en souciait !

Jean-Michel Asselin

<http://gikuntz.free.fr/>

Elisabeth Letz

est élue à St-Martin-d'Hères sur la liste « Ecologie et Quartiers Solidaires » à l'initiative des Verts et des Alternatifs. Physicienne de formation, elle travaille dans une association qui lutte contre le décrochage scolaire.



Quelle est la place des écologistes aujourd'hui au conseil municipal de St-Martin-d'Hères ?

On n'en a pas. On est trois élus de la « minorité » issus de la même liste. Nous ne sommes pas dans l'opposition mais lors des dernières élections, le PC et le PS ont refusé qu'on fasse partie de leur liste. Ils n'avaient sans doute pas besoin de nous pour être élus.

Comment se déroule le mandat actuel ?

Notre principal objectif à St-Martin-d'Hères, c'est la démocratie participative. Nous travaillons pour faire de la politique différemment. Nous pensons qu'un homme

politique, ce n'est pas un élu qui sait et qui informe la population de ses décisions. Les citoyens sont capables d'avoir des idées et des bonnes. **Lors des conseils municipaux, il n'y a généralement pas de questions, ni de propositions, qui remettent en cause les décisions. Tout le monde semble d'accord.**

Nous, on interroge sur les enjeux, sur le sens des décisions qui sont prises. On pose des questions et on exprime notre désaccord. Depuis que nous sommes dans cette municipalité, il y a plus de débats. Des élus de la majorité sont contents de nos interventions, d'ailleurs.

En tant qu'élue Verte, quelles sont les difficultés particulières que vous rencontrez ?

Nous faire respecter ainsi que ceux qui nous ont élus. Nous participons à des commissions mais elles sont très rarement réunies. La ville met en place des groupes de travail auxquels nous ne sommes pas invités. Nous sommes donc dans l'incapacité d'agir.

Quels sont vos points de désaccord avec la majorité actuelle ?

Notre attitude ne consiste pas à être dans l'opposition mais dans la construction. Nous sommes plutôt en désaccord sur les enjeux et la cohérence des décisions. Par exemple, par rapport au projet Neyrpic (réhabilitation de l'usine en 80 commerces, 30 restaurants), est trop commercial. Cela va dans le sens de la consommation avec des produits bon marché fabriqués loin, avec les coûts de transport que cela implique... Pour nous, il ne faudrait pas laisser passer cette occasion de créer des liens entre la ville et le campus. La question que pose ce projet : **quelle ville veut-on ? Que voulons-nous proposer à la population ? Que faire le week-end ? Jouer avec ses enfants ? Les voir dans un spectacle ou consommer ?** Je sais, c'est un peu caricatural, mais ce sont de vraies questions. C'est la même chose avec la création de la ZAC centre : 1000 logements et pas d'équipement public.

Et comment envisagez-vous la suite ?

Aux dernières élections européennes, à St-Martin-d'Hères, Europe Ecologie a eu plus de 24% des voix. Être, de loin, la première force politique nous donne collectivement une responsabilité plus grande. C'est tous ces électeurs, ainsi que ceux qui ont cette sensibilité à l'écologie politique et sociale, que nous voulons rencontrer pour travailler ensemble à des projets pour notre ville, en nous appuyant sur ses richesses : la diversité d'âges et d'origines des habitants, l'histoire de la ville, ses équipements et son personnel, l'université, la situation géographique...

ABJ

www.smh-ecologie-solidarite.org